

## Référendum à un million! Chiche !

À l'issue du Grand débat, le président de la République avait déclaré : « Nous devons donner plus de place à la voie référendaire dans notre démocratie. Et ce que je souhaite, c'est que dans le cadre de notre réforme constitutionnelle nous puissions aller plus loin sur le référendum d'initiative partagée, en simplifiant les règles, en permettant que l'initiative puisse venir de citoyens, un million de citoyens, qui signeraient une pétition ».

En voulant privatiser Aéroports de Paris (ADP), le gouvernement a commis une erreur stratégique grave mais pas irréversible si un référendum peut être organisé.

Cette privatisation constitue une mesure dangereuse pour l'économie et le rayonnement de la France : placée au cœur des intérêts stratégiques, l'entreprise ADP représente un service public d'intérêt général national, un outil de souveraineté et un leader mondial reconnu dans le domaine aéroportuaire.

C'est une mesure nuisible pour l'aménagement de la Métropole : ADP possède près de 7 000 hectares de terrains en Île-de-France, sans équivalent en Europe. Sa privatisation serait un non-sens économique : le cours de son action a augmenté de 160% en cinq ans et son taux de profit permet à l'État de générer 175 millions d'euros de dividendes par an. Ils doivent servir à l'emploi et à l'innovation, pas à l'enrichissement d'actionnaires.

« Aéroport de Paris, c'est un monopole de fait, un service public national, une frontière, un outil d'aménagement du territoire, le "hub" d'Air France », a rappelé le député Boris Vallaud. « Pas le supermarché que le



Le cap du million a été franchi

**gouvernement prétend vendre à l'encan ! Se priver de cette entreprise stratégique, plus probablement pour l'éternité que pour les 70 ans annoncés, c'est se priver d'une part de souveraineté.»**

Normalement un homme averti en vaut deux. Et pourtant... En matière aéroportuaire il existe un précédent qui aurait dû inciter le gouvernement à la prudence : l'échec de la privatisation de l'aéroport de Toulouse, qualifié de « fiasco » par la Cour des comptes.

De même, l'exemple de la privatisation des autoroutes aurait dû lui servir de leçon. Elle qui a coûté des milliards d'euros aux contribuables et elle permet aux sociétés d'augmenter les tarifs tout en diminuant l'entretien et l'investissement !

Toutes ces raisons ont conduit 248 parlementaires de tous bords, dont l'ensemble des parlementaires socialistes, à engager une procédure de référendum d'initiative partagée.

Le 4 décembre, la barre du million de signataires a été franchie. Il ne tient qu'au président de la République d'organiser un référendum et de poser une question très simple aux Françaises et aux Français : êtes-vous pour ou contre la privatisation d'Aéroport de Paris ?

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 12/12/2019

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Fausse bonne idée

L'antisémitisme ne mérite aucune complaisance et doit être, partout, dénoncé et combattu. Mais la résolution présentée par un député En marche, visant à assimiler l'antisionisme à l'antisémitisme ne contribuera pas à réduire au silence les fanatiques qui haïssent les Juifs.

Il existe, bien sûr, des antisémites parmi ceux qui s'opposent au sionisme. Mais critiquer la politique de colonisation de l'État d'Israël ne doit pas pouvoir être considéré comme antisémite. D'autant qu'au sein même de la société israélienne, cette politique est contestée.

Les députés socialistes ont refusé cet amalgame et ont présenté une proposition de résolution visant à lutter contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme et de discriminations.

« Les ennemis de la République doivent nous trouver unis du côté des victimes quelles que soient leurs origines ou leurs religions », a rappelé Olivier Faure.

# Pour une retraite juste

Plus d'un million de personnes se sont retrouvées ce jeudi dans des cortèges organisés par les forces syndicales dans toute la France. Dans le Finistère, les manifestations ont mobilisé près de 15 000 personnes à Brest, près de 10 000 à Quimper, 6 000 à Morlaix, 2 000 à Quimperlé, 1 000 à Carhaix et 500 à Landerneau. Cette mobilisation, au premier jour, dépasse celle de 1995.



6 000 personnes le 5 décembre à Morlaix

Dans tous les cortèges, le Parti Socialiste, ses élus, militants et sympathisants étaient mobilisés aux côtés des Françaises et des Français pour s'opposer à la réforme des retraites annoncée par le gouvernement.

Cette mobilisation est la conséquence de l'impasse dans laquelle le gouvernement a plongé le pays avec une réforme dont chacun a compris qu'elle n'améliorerait pas sa vie au moment de sa retraite. Des avocats aux infirmières, des enseignants aux salariés du privé, ils étaient le 5 décembre en grève ou dans la rue.

« Depuis des mois que le gouvernement dit vouloir engager une réforme des retraites, les Français ont compris qu'il y a une véritable entourloupe », a analysé Stéphane Troussel, secrétaire national du PS aux nouvelles solidarités. « En effet, il ne peut pas dire vouloir un système plus juste plus égalitaire et puis finalement ne pas

y mettre de moyens supplémentaires. Il ne peut pas y avoir des gagnants sans qu'il y ait aucun perdant. Avec ce fameux système par points et avec un certain nombre de contraintes qu'il a mis lui-même. En effet, le nombre de retraités va augmenter mais le gouvernement ne veut pas discuter de la part que vont représenter les retraites dans la richesse nationale. Il ne veut pas non plus discuter de la pénibilité ou des carrières hachées ou de la situation des femmes. Il y a donc tout à craindre d'un système qui, chaque fois qu'il a été utilisé dans d'autres pays, s'est traduit par une baisse généralisée des pensions. C'est bien ça qu'ont compris les Français. »

**« Ce système s'est toujours traduit par une baisse des pensions. »**

À cela s'ajoute une défiance contre cette majorité basée sur l'expérience. « Depuis deux ans que ce gouvernement est en fonction il n'y a eu aucune réforme dans le domaine social qui s'est traduite par des avancées de justice et d'égalité », a rappelé Stéphane Troussel. « Il a servi, d'abord et avant tout, les plus riches et il s'est attaqué aux APL, aux étudiants, aux demandeurs d'emploi et maintenant aux retraités, aux salariés du secteur public et du secteur privé. Les Français veulent plus de justice et d'égalité. Ils sont attachés à notre modèle social, à la République sociale et face au désordre du monde face à un système de plus en plus injuste, cette mobilisation est une manière de dire, ça suffit. »

« Notre système de retraites est notre bien commun, nous devons le préserver et l'améliorer. C'est pour cela que nous demandons au gouvernement de prendre en compte notamment la

pénibilité au travail - que nous avons instaurée pour un quart des Français et qu'il a largement amputée en 2017 - les carrières discontinues et la nécessaire évolution des retraites des femmes », a rappelé Olivier Faure.

« Nous défendons en somme l'idée d'une retraite en bonne santé égale pour toutes et tous, que l'on soit ouvrier, cadre ou dirigeant. La retraite ne doit pas être un temps sacrifié de notre vie. »

Mais, pour le secrétaire national du PS, « cette mobilisation n'est pas seulement dirigée contre la réforme des retraites. Elle traduit surtout l'expression d'un ras-le-bol face à la politique d'un gouvernement qui précarise les plus pauvres et envoie la classe moyenne dans le mur. »



10 000 personnes le 5 décembre à Quimper

Nos concitoyens ne s'en sortent plus. Ils ont besoin de ne plus subir la peur du déclassement, de sentir que leur vie quotidienne peut s'améliorer. Leur demande d'une retraite juste, c'est en réalité l'aspiration à un travail qui paie, à un salaire, à un pouvoir d'achat digne. »

Le contre-projet du Parti Socialiste repose sur quatre grands principes : la reconnaissance des carrières longues, une vraie prise en compte de la pénibilité, une réduction des inégalités femmes/hommes et une retraite minimum garantie.



Près de 15 000 personnes ont manifesté dans les rues de Brest le 5 décembre



# Pour un véritable choc PISA

**L'enquête PISA, si elle n'est pas un indicateur parfait, est néanmoins l'occasion, comme tous les trois ans, de mesurer les connaissances et les compétences des élèves de 15 ans en compréhension de l'écrit, thème majeur de l'étude, en mathématiques et en sciences dans 79 pays de l'OCDE.**

Les résultats 2018, publiés le 3 décembre, révèlent que dans les trois domaines étudiés, la France se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE, voire légèrement au-dessus. Par rapport à 2015, les résultats sont restés globalement stables. On est loin des cris d'orfraie poussés par les néo réactionnaires qui ne manquent pas une occasion de fustiger l'Éducation nationale, d'expliquer que **«c'était mieux avant»** et qui annoncent l'effondrement du niveau scolaire des jeunes Français.

**«L'enquête en revanche pointe une nouvelle fois notre système scolaire comme l'un des plus inégalitaires du monde avec Le Luxembourg, Israël et la Hongrie»,** souligne Yannick Trigance, secrétaire

national à l'Éducation et à l'Enseignement supérieur.

**«Concrètement, cela veut dire que dans notre pays, les ressources matérielles et culturelles déterminent largement la réussite des élèves. À titre d'exemple, les élèves défavorisés y ont cinq fois plus de chance d'avoir des difficultés en compréhension de l'écrit que les élèves les plus favorisés. Une corrélation que l'on retrouve par ailleurs en mathématiques et en sciences.»**

La France est par ailleurs l'un des pays de l'OCDE qui concentre le plus la difficulté

scolaire. Les élèves les plus faibles y ont plus tendance à être regroupés dans les mêmes établissements.

**«Ces inégalités n'ont pas augmenté depuis 2010, elles ont été contenues mais restent encore très élevées en France»,** reconnaît Yannick Trigance.

**«Pour y remédier, des solutions ont déjà été engagées et se poursuivent. Depuis 2012, un changement majeur a été opéré en mettant la priorité sur l'école élémentaire, la maternelle et les écoles relevant de l'éducation prioritaire.**



Yannick Trigance

**Mais pour franchir un nouveau cap, il faudra à présent s'intéresser au métier d'enseignant. Aucun changement ne se fera sans les enseignants et sans une amélioration substantielle des conditions d'exercice de leur métier: revalorisation des indemnités et des carrières, formation initiale et continue, conditions de travail et médecine préventive de qualité...**

**Voilà les pistes d'un véritable choc PISA !»,** propose le secrétaire national du PS à l'Éducation.

## Nos sénateurs en actions

**Comme chaque année, Maryvonne Blondin et Jean-Luc Fichet ont adressé un compte-rendu d'activité à leurs électrices et électeurs.**

La session 2018/2019 a été marquée par un climat social tendu. **«Dans ce contexte»,** rappellent les parlementaires **«les élu.es locaux ont été sollicités pour accueillir et écouter les citoyennes et les citoyens désireux de faire entendre leurs revendications. Les maires ont déployé plusieurs initiatives pour recueillir la parole de leurs administrés, mettant en lumière l'existence d'un malaise social profond et le sentiment de relégation d'une partie de la population qui voit ses conditions de vie se dégrader et les services publics disparaître».**

Pour Maryvonne Blondin et Jean-Luc Fichet, **«cette année a aussi**

**mis en exergue le désarroi qui affecte les élu.es face à la technicisation de leur fonction, au manque de moyens mis à leur disposition mais aussi aux violences et aux incivilités dont ils sont victimes».**

Plus que jamais, il apparaît urgent de fonder un véritable statut de l'élu local, à même de garantir des conditions d'exercice des mandats optimaux.

Il faut prendre en compte le rôle fondamental des collectivités territoriales et la nécessaire relance du processus décentralisateur.

Les deux parlementaires se sont mobilisés pour défendre les enjeux territoriaux en matière de dotation, de fiscalité locale, de maintien des services publics et de pouvoirs confiés aux élu.es. Nous sommes convaincus que la réponse aux enjeux de demain, aux attentes des citoyens et aux besoins propres de chaque territoire passera par la capacité d'action et d'innovation des élus locaux. La réponse aurait pu être l'agence nationale de cohésion des territoires votée le 22 juillet qui doit entrer en vigueur début 2020. Mais, alors que le Sénat avait prévu une gouvernance paritaire élus/État, l'Assemblée a redonné la primauté aux représentants de l'État.

**COMPTE-RENDU D'ACTIVITÉ**  
**des sénateurs socialistes du Finistère**  
**2018-2019**

Durant la session 2018-2019, nous avons poursuivi notre engagement au service du Finistère, de ses collectivités et de sa population.

Cher(e)s élu(e)s,

Cette année a été marquée par un climat social agité dont le mouvement des gilets jaunes a constitué une expression majeure. Dans ce contexte, les élus locaux ont été sollicités pour accueillir et écouter les citoyennes et citoyens désireux de faire entendre leurs revendications. Les maires ont déployé plusieurs initiatives pour recueillir la parole de leurs administrés telles que les cahiers de doléances ou l'opération «main levée». Le Grand débat national a permis de mettre en lumière l'existence d'un malaise social profond et le sentiment de relégation.

Au service des territoires

# Agenda

15 décembre

9h30 : Réunion du Breis  
au Palais des Congrès  
à Pontivy.

Cap Finistère cessera  
de paraître à partir du  
vendredi 20 décembre.

Le numéro de la rentrée  
paraîtra le 10 janvier 2020.



Le secrétariat fédéral vous  
souhaite de joyeuses fêtes  
de fin d'année.

## Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1292 - Vendredi 13 décembre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

### Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS



# Si on écoutait les pauvres ?

Claire Hédon

**Et si on écoutait vraiment ce que les personnes les plus pauvres, celles qui vivent dans la précarité, ont à dire ? C'est ce qu'a voulu faire le Conseil départemental du Finistère en donnant la parole à la présidente nationale du mouvement ATD Quart Monde, Claire Hédon, le 22 novembre en ouverture de la Conférence des solidarités qui se tenait cette année aux Capucins à Brest.**

Mais qu'est-ce que la pauvreté ? L'absence d'argent ne suffit pas à la définir même si elle est à la base de la précarité et de la misère. En France, 9,1 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté qui se situe à 60 % du revenu médian soit 850 euros. 2,2 millions disposent de moins de 600 euros et sont dans la très grande pauvreté et enfin, 150 à 200 000 personnes sont sans domicile fixe.

Mais la pauvreté ce sont aussi, et surtout, des difficultés d'accès aux droits dans les domaines du logement, du travail, de la santé, de l'éducation et de la culture. Toutes les études, menées en France et dans le monde montrent que les pauvres souffrent partout d'isolement, de maltraitance sociale et institutionnelle. « **Les pauvres sont toujours sommés de répondre à la question : mais qu'est-ce que vous avez bien pu rater pour en arriver là** », a dénoncé Claire Hédon.

La maltraitance institutionnelle c'est la lutte contre la fraude qui aboutit à un taux extrêmement élevé de non-recours aux prestations auxquelles les plus pauvres ont le droit mais qu'ils ne réclament pas de peur d'être stigmatisés et traités d'assistés.

Il faut prendre le temps de comprendre ce que signifie vivre dans la pauvreté. Exemples à l'appui, Claire Hédon a expliqué que, lorsque que les difficultés s'accumulent, ce qui peut apparaître à certains comme une simple péripétie peut se révéler, pour les plus pauvres, comme un mur infranchissable. En matière de logement par exemple. Des familles se retrouvent à la rue car elles refusent trois offres. Mais avant de juger, il convient de regarder les raisons de ces refus. Lorsqu'on n'a pas de voiture, qu'un enfant doit être scolarisé dans un établissement particulier, il n'est pas possible d'accepter un logement à plusieurs kilomètres.

C'est pour éviter ce genre de situation qu'ATD organise régulièrement des rencontres entre ses militants et des travailleurs sociaux de manière à ce qu'un dialogue s'instaure.

Chaque année, 100 000 jeunes quittent le système scolaire sans qualification. 95 % d'entre eux vivent dans la très grande pauvreté. « **Notre système est très bon pour les meilleurs, pour sélectionner une élite. Mais elle laisse bien trop d'élèves sur le côté de la route** », a déploré Claire Hédon.



Et pourtant, là encore, lorsque les enseignants comprennent ce que vivent ces enfants, ils peuvent adapter leur enseignement. « **Les parents s'en foutent, ils ne viennent même pas aux réunions de parents d'élèves** » entend-on souvent. Or, ce n'est pas du désintérêt. C'est, le plus souvent, simplement de la peur d'anciens élèves, eux-mêmes en échec scolaire et l'institution ne prend pas le temps de les associer. Or, l'implication des parents est essentielle pour la réussite scolaire.

C'est le même pragmatisme, issu des universités populaires d'ATD, qui a permis de lancer l'idée des territoires zéro chômeur de longue durée. En partant du principe qu'il vaut mieux payer quelqu'un à travailler qu'à ne rien faire et que tout le monde dispose de compétences. « **L'évaluation de ces expériences peut tenir dans des chiffres de retour à l'emploi mais il faut surtout regarder comment change le visage et le comportement des personnes qui, grâce à TZCLD ont retrouvé un emploi stable.** »

La présidente d'ATD a profité de cette carte blanche pour lancer une mise en garde à propos du projet de Revenu Universel d'Activité (RUA) actuellement en gestation. Promesse électorale du candidat Macron pour faire croire qu'il s'intéresse aux plus pauvres, personne, dans les cabinets ministériels ne sait à quoi pourra ressembler le RUA. Pour Claire Hédon, la parole des exclus doit absolument être entendue sur un projet comme celui-ci. Surtout, quand on connaît les résultats catastrophiques de l'*Universal credit* qui a été mis en place en Grande-Bretagne et qui a encore plus précarisé les pauvres.

On évoque, par exemple, la possibilité de fondre les APL dans ce RUA. « **Mais, lorsqu'on ne dispose que d'un budget de quelques centaines d'euros on est contraint de faire des choix et le loyer est rarement prioritaire par rapport à l'alimentation ou la santé. Donc, alors que les APL permettaient de payer les loyers, on risque de voir exploser le nombre d'impayés et ensuite d'expulsions** », a prévenu Claire Hédon.